



Marché du travail



Porté ou secoué par la conjoncture, le marché du travail oscille entre deux écueils : d'un côté, le chômage et sa cohorte de problèmes sociaux; de l'autre, la pénurie de main-d'œuvre et les difficultés qu'elle engendre pour les entreprises et, par conséquent, pour le maintien et le développement du tissu économique.

Au cours de la décennie qui vient de s'écouler, quel que soit le côté de la frontière, l'attention et les soucis se sont d'abord largement polarisés sur l'évolution des chiffres du chômage. Sans qu'on puisse pour autant les laisser de côté, l'amélioration marquée de la marche des affaires a ensuite ravivé ou renforcé les inquiétudes d'un assèchement du marché de l'emploi.

Des flux de main-d'œuvre transfrontaliers confèrent à ces quatre territoires un caractère particulier. La quasi-totalité du mouvement s'effectue de la France vers la Suisse. Au total, en 1999, ce sont 51 354 personnes résidant dans les départements de l'Ain et de la Haute-Savoie qui travaillent sur le territoire suisse. Viennent de l'Ain 29 % d'entre eux et, de Haute-Savoie, 71 %. En effet la machine économique suisse fonctionne avec une main-d'œuvre étrangère importante, qu'elle réside dans le pays ou non. Selon les derniers chiffres connus, les étrangers occupent presque 40 % des emplois secondaires et tertiaires dans le canton de Genève (44 %, secteur public international compris) et presque 30 % dans le canton de Vaud.

Marché du travail, emploi, chômage - chiffres clefs

	Ain	Haute-Savoie	Genève	Vaud	Ensemble
Population active en 1999 (F) ou 2000 (CH)	243 873	312 675	217 700	324 600	1 098 848
Part dans l'ensemble des quatre territoires, en %	22,2	28,5	19,8	29,5	100,0
Variation de la population active (1999 ou 2000) par rapport à 1990, en %	11,6	11,5	5,2	1,7	7,5
Population active par catégorie d'âges, en 1999 (F) ou 2000 (CH), en %	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
- 15-24 ans	8,5	7,9	12,5	14,1	10,8
- 25-39 ans	42,0	43,1	39,9	37,3	40,6
- 40-54 ans	40,8	39,8	33,9	34,3	37,2
- 55 ans ou plus	8,7	9,2	13,7	14,3	11,5
Les femmes dans la population active (part en %)	43,9	45,5	46,9	44,1	45,0
Accroissement des femmes actives, depuis 1990, en %	16,7	16,6	15,1	9,6	14,5
Taux d'activité en 1999 (F) ou 2000 (CH)	58,9	61,4	65,0	64,0	62,3
- Hommes	66,3	68,5	74,0	75,0	71,0
- Femmes	51,9	54,6	57,0	54,0	54,4
Demandeurs d'emploi en France (catégories 1, 2 et 3) ou chômeurs inscrits en Suisse, au deuxième trimestre 2000	15 171	24 826	8 907	8 917	57 821
Taux de chômage (définition BIT) au deuxième trimestre 2000, en %	5,5	6,3	...	...	...
Taux de chômage (définition des offices suisses de l'emploi) au deuxième trimestre 2000, en %	...	...	4,3	2,8	...
Emplois primaires, secondaires et tertiaires au début 1999 (F) ou à fin 1998 (CH)	190 135	251 434	243 452	287 708	972 729
Part dans l'ensemble des quatre territoires	19,5	25,8	25,0	29,6	100,0
Variation de l'ensemble des emplois 1990 - 1999	11,0	9,7	...	...	...
Variation des emplois secondaires et tertiaires 1991-1998	...	...	-7,3	-9,6	...



Ain

**1990-1999 :
entrée en force
des femmes
sur le marché du travail
et diminution des actifs
en provenance de l'UE**

Au troisième rang des quatre territoires par la population active, au quatrième par le nombre d'emplois, l'Ain est un département au tonus économique soutenu : relativement bien doté en emplois, son taux de chômage est le plus faible parmi les départements de Rhône-Alpes.

Entre 1990 et 1999, la population résidente active a progressé au même rythme que la population totale. Les hommes restent majoritaires sur le marché du travail (55% de tous les actifs), mais les femmes sont de plus en plus nombreuses : depuis 1990, la population active féminine a augmenté de 17 %, contre 12 % dans la région Rhône-Alpes et 10 % en France. Autre constatation : globalement, la population active a vieilli : les quarante ans ou plus représentent maintenant 50 %, contre 44 % en 1990. Sans atteindre le niveau observé en Haute-Savoie, le taux d'activité (59 %) est plus élevé qu'en région Rhône-Alpes (57 %) ou en France (55 %).

La part des étrangers dans la population active totale du département s'élève à 8 % (par comparaison, 7 % en Rhône-Alpes). Les ressortissants de l'UE en représentent un peu moins de la moitié (45 %). Parmi eux, les Portugais constituent le plus gros effectif, suivis par les Italiens, les Espagnols et les Britanniques. A elles quatre, ces nationalités représentent un peu plus de 80 % de tous les actifs en provenance de l'UE.

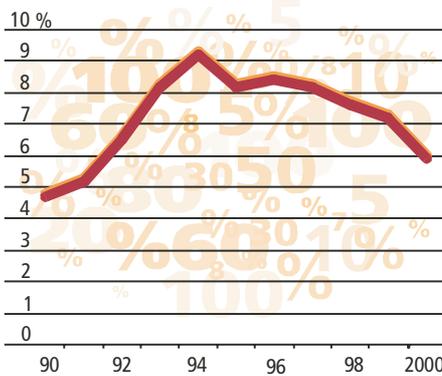
Par rapport à 1990, les ressortissants de l'UE dans le département ont diminué de 4 %, contre 3 % pour l'ensemble des actifs étrangers. Le recul particulièrement sensible des Espagnols, des Italiens et, dans une moindre mesure, des Portugais n'a pas été compensé par l'accroissement mesuré des Britanniques, des Allemands, des Belges et des Néerlandais.

**L'évasion
de main-d'œuvre
vers la Suisse**

Au total, 61 406 actifs résidant dans l'Ain, soit 27 %, exercent leur activité professionnelle en dehors des limites du département. L'attraction de Lyon, dans le sud-est, explique aussi cette proportion nettement plus forte qu'en Haute-Savoie. 15 111 membres de la population active de l'Ain – dont 95 % résidant dans les trois cantons de Collonges, Gex et Ferney - passent chaque jour la frontière pour se rendre à leur travail : main-d'œuvre frontalière au sens administratif du terme (6 700 selon les statistiques suisses, soit 44 % d'entre eux), fonctionnaires internationaux, résidents suisses et binationaux. Ils représentent 6 % de la population active du département et 7 % des actifs ayant un emploi. Par rapport à 1990, leur nombre est resté globalement stable, la diminution des uns ayant pu être compensée par la progression des autres.

En 1999, le département offre 190 135 emplois sur son territoire, 85 % d'entre eux étant occupés par des résidents de l'Ain, le reste par des résidents d'autres régions.

Taux de chômage, en % dans l'Ain, 1990-2000
(situation fin 1^{er} trimestre, définition BIT)



Nouveaux établis dans l'Ain depuis 1990

Leur part dans tous les actifs	
ayant un emploi :	22,8%
Leur part dans tous les actifs	
ayant un emploi en Suisse :	32,4 %
Leur part	
dans les chômeurs :	28,2 %

Taux de chômage dans l'Ain, en 1999, en % (définition recensement)

Ensemble du département	8,0
dont canton de	
Bellegarde-sur-Valserine	10,5
Ferney-Voltaire	7,2
Gex	6,4
Collonges	6,1

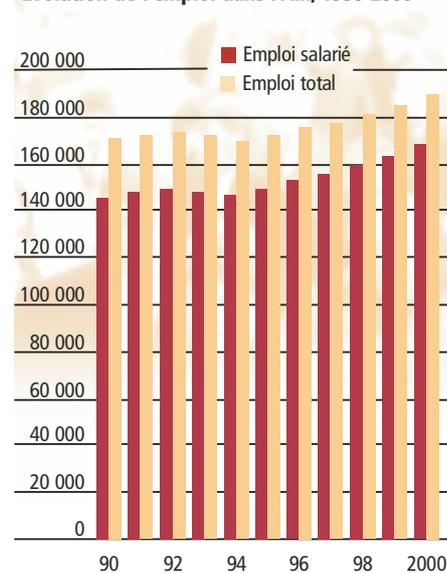
Entre 1990 et 1999, l'emploi a augmenté de 11% dans les limites du territoire (secteurs primaire, secondaire et tertiaire confondus). Dans le même temps, le nombre des actifs résidents a augmenté de 10 %. Le marché de l'emploi local a pu absorber de nouveaux arrivants. Si soutenue qu'ait été la progression de l'emploi dans le département, elle n'a tout de même pas permis d'assurer une activité à l'ensemble des actifs. Au début 1999 et selon le recensement général de la population, le taux de chômage atteint 8 %. Ce taux est le plus bas de tous les départements de Rhône-Alpes et il est notablement inférieur à celui de la région (11 %).

Selon les derniers chiffres, encore provisoires, les emplois auraient augmenté de 2,8 % au cours de 1999, une augmentation plus forte que dans tous les départements de Rhône-Alpes. Dans l'ensemble de la région, les emplois de l'Ain représentent 8 %, lui conférant ainsi le cinquième rang parmi les huit départements.

Depuis 1990, selon les statistiques courantes, le plus haut niveau du chômage a été atteint en 1994 (9,2 % à fin mars), année à partir de laquelle il commence à diminuer. A la fin du premier trimestre 2001, il s'établit à 4,9 %. A la même période, le taux de chômage atteint encore 7,2 % pour la région Rhône-Alpes.

Chômage : le meilleur score de Rhône-Alpes

Evolution de l'emploi dans l'Ain, 1990-2000



Sur 15 111 frontaliers recensés dans l'Ain en 1999, 81% résident dans 15 communes

Ferney-Voltaire	
Saint-Genis-Pouilly	
Gex	
Divonne-les-Bains	
Prévessin-Moëns	
Thoiry	
Ornex	
Cessy	
Versonnex	
Péron	
Bellegarde-sur-Valserine	
Crozet	
Sergy	
Ségny	
Saint-Jean-de-Gonville	

Frontaliers au sens administratif (avec autorisation de travail), en provenance de l'Ain, à fin 2000

Total	7 558
dont, en %, travaillant dans les cantons de	
Genève	74,2
Vaud	25,8

Actifs ressortissants de l'UE selon la nationalité, dans l'Ain, en 1999

	soit en %	
Portugal	3 731	41,4
Italie	1 538	17,1
Espagne	1 177	13,1
Royaume-Uni	1 022	11,3
Allemagne	549	6,1
Belgique	350	3,9
Pays-Bas	246	2,7
Irlande	91	1,0
Danemark	81	0,9
Finlande	65	0,7
Autriche	63	0,7
Grèce	53	0,6
Norvège	35	0,4
Luxembourg	7	0,1
Ensemble	9 008	100,0

Leur part dans la population active étrangère, en %	45,4	///
Leur part dans la population active totale, en %	3,7	

4 catégories de frontaliers actifs en Suisse et résidant en France

- les frontaliers au sens administratif (en possession d'une autorisation pour exercer une activité sur le territoire suisse)
- des Suisses
- des binationaux
- des fonctionnaires internationaux

Haute-Savoie

Ce département s'inscrit au deuxième rang des quatre territoires considérés ici, tant par l'importance de sa population résidente active que du nombre de ses emplois. Son dynamisme économique se traduit par l'un des plus faibles taux de chômage de Rhône-Alpes.

Un taux d'activité particulièrement élevé

Mêmes constats que dans l'Ain sur le potentiel de main-d'œuvre : population résidente active et population totale ont progressé au même rythme entre 1990 et 1999 ; la population active féminine augmente considérablement : + 17 % entre 1990 et 1999, contre + 7 % pour les hommes ; enfin, la population active a vieilli au cours de la dernière décennie, un actif sur deux ayant maintenant plus de quarante ans.

Une particularité : le taux d'activité s'élève à 61 %, contre 57 % pour la région Rhône-Alpes et 55 % pour l'ensemble de la France. Il a tout de même légèrement baissé par rapport à 1990. Tandis que celui des hommes a reculé quel que soit l'âge, le taux d'activité des femmes a progressé. Entre vingt-cinq et cinquante ans, plus de huit femmes sur dix ont un emploi ou en recherchent un.

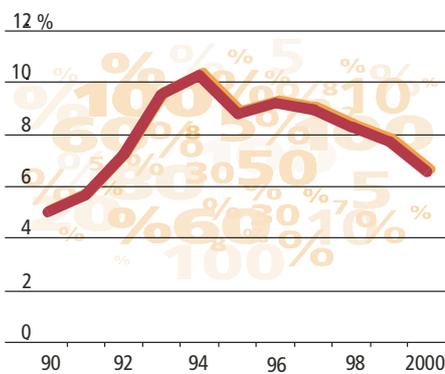
Les actifs étrangers

Les étrangers représentent 8 % de la population active du département, plus que pour l'ensemble de la France (6 %). La part des actifs en provenance de l'UE est moindre que dans l'Ain (41 %, contre 45 %). Les Portugais, les Italiens et les Espagnols constituent les plus gros effectifs et, à eux seuls, représentent un peu plus de 80% de tous les ressortissants de l'UE.

Entre 1990 et 1999, les actifs ressortissants de l'UE ont diminué de 12 %. Pendant la même période, l'ensemble des actifs étrangers du département n'a reculé que de 0,5 %. Par ordre d'importance, ce sont les Italiens, les Espagnols puis les Portugais, dont la baisse est marquée. Des accroissements modérés concernent les Britanniques et les Belges.

Taux de chômage, en %, en Haute-Savoie 1990-2000

(situation fin 1^{er} trimestre, définition BIT)



Nouveaux établis en Haute-Savoie depuis 1990

Leur part dans tous les actifs	
ayant un emploi :	18,9%
Leur part dans tous les actifs	
ayant un emploi en Suisse :	20,7%
Leur part	
dans les chômeurs :	26,4%

Frontaliers au sens administratif (avec autorisation de travail), en provenance de la Haute-Savoie, à fin 2000

Total	27 662
dont, en %, travaillant dans les cantons de	
Genève	88,8
Vaud	9,2
Valais	2,0

Taux de chômage en Haute-Savoie, en 1999, en % (définition recensement)

Ensemble du département	8,7
dont canton de	
Annemasse (commune)	15,0
Thonon-les-Bains (commune)	13,3
Annemasse-Sud	12,7
Annemasse-Nord	9,8
Evian-les-Bains	9,5
Seyssel	9,1
Douvaine	7,9
Saint-Julien-en-Genevois	7,3
Thonon-les-Bains-Ouest	7,2
Saint-Jeoire	7,1
Bonneville	6,7
Boège	6,4
Thorens-Glières	6,3
La Roche-sur-Foron	6,3
Frangy	6,2
Cruseilles	6,1
Thonon-les-Bains-Est	6,0
Reignier	5,8

Au total, 45 840 actifs résidant en Haute-Savoie, soit 16 %, exercent leur activité professionnelle en dehors des limites du département. Le nombre des actifs de Haute-Savoie travaillant en Suisse s'élève à 36 243 personnes, soit 12 % de la population active du département et 13 % des actifs hauts-savoyards ayant un emploi. Parmi eux, se trouvent des frontaliers au sens administratif du terme (25 000, selon les statistiques suisses, soit 69 % d'entre eux), des binationaux, des Suisses et des fonctionnaires internationaux. Comme dans l'Ain, leur nombre reste relativement stable par rapport à 1990.

En 1999, le département offre 251 434 emplois sur son territoire, 96 % étant occupés par des résidents de Haute-Savoie, le reste par des résidents d'autres régions.

Entre 1990 et 1999, l'emploi a augmenté de 10 % dans le département. Dans le même temps, le nombre des résidents ayant un emploi s'est accru de 8 %. Des actifs résidents supplémentaires ont donc pu s'insérer sur le marché de l'emploi local. Toutefois, le plein emploi ne règne pas plus en Haute-Savoie que dans d'autres départements. Au début 1999 et d'après le recensement de la population, le taux de chômage s'élève à 8,7 %. L'Ain et la Haute-Savoie sont les départements de Rhône-Alpes où le taux de chômage est, de loin, le plus faible.

D'après les dernières estimations, encore provisoires, le nombre des emplois hauts-savoyards aurait augmenté de 2,3 % au cours de 1999. Par comparaison, l'accroissement annuel atteint 2,3 % pour l'Isère et 2,9 % pour le Rhône. La Haute-Savoie représente 11 % des emplois de Rhône-Alpes et occupe la quatrième place parmi les huit départements, tout de suite après la Loire et loin derrière le Rhône (31 %) et l'Isère (18 %). Selon les statistiques trimestrielles, le taux de chômage augmente à partir de 1990, atteint son plus haut niveau en 1994 (10,3 %), recule l'année suivante, regagne du terrain en 1996, année à partir de laquelle il diminue constamment. A fin mars 2001, il atteint 5,4 %.

L'évasion de main-d'œuvre vers la Suisse

Emploi et chômage

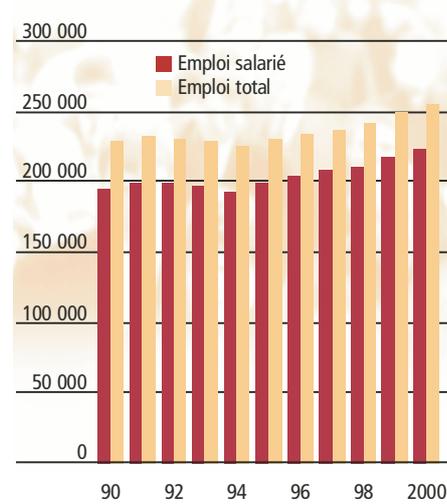
Actifs ressortissants de l'UE selon la nationalité, en Haute-Savoie, en 1999

		soit en %
Portugal	3 725	38,8
Italie	2 796	29,1
Espagne	1 349	14,1
Royaume-Uni	686	7,1
Belgique	384	4,0
Allemagne	311	3,2
Pays-Bas	168	1,8
Danemark	40	0,4
Autres pays	139	1,4
Ensemble	9 598	100,0
Leur part dans la population active étrangère, en %	40,7	///
Leur part dans la population active totale, en %	3,1	

Sur 36 243 frontaliers recensés en Haute-Savoie en 1999, 45 % résident dans 15 communes

Annemasse
Gaillard
Saint-Julien-en-Genevois
Thonon-les-Bains
Ambilly
Ville-la-Grand
Collonges-sous-Salève
Vétraz-Monthoux
Veigy-Foncenex
Douvaine
Reignier
Cranves-Sales
Viry
Sciez
Bons-en-Chablais

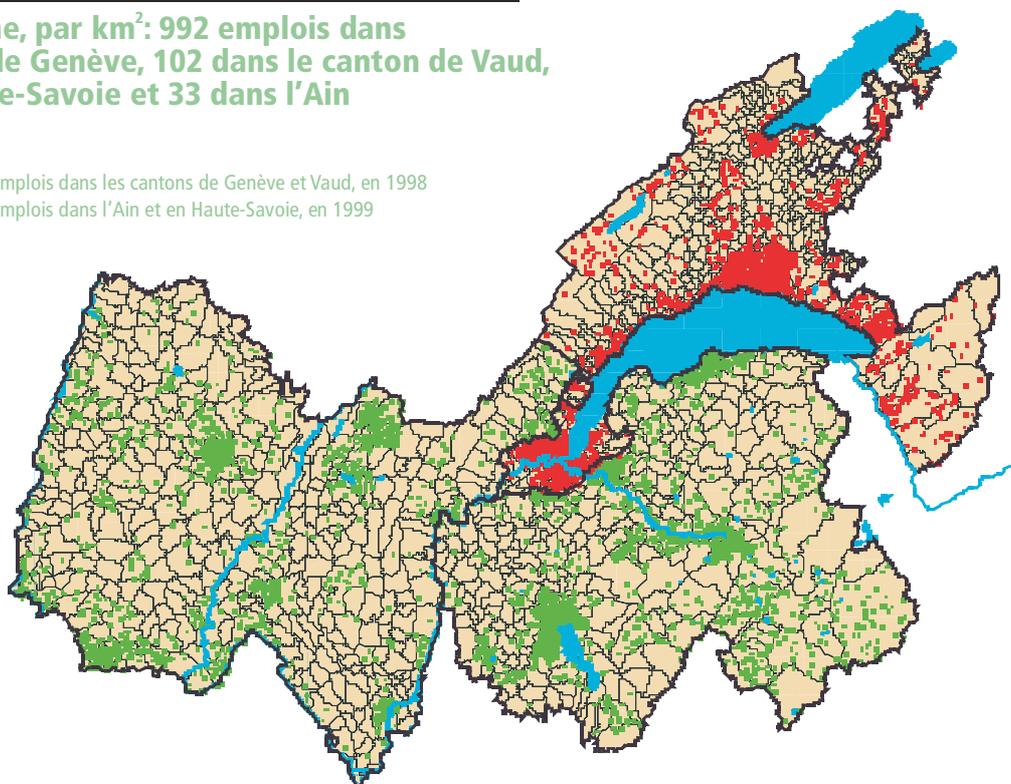
Evolution de l'emploi en Haute-Savoie, 1990-2000





En moyenne, par km²: 992 emplois dans le canton de Genève, 102 dans le canton de Vaud, 57 en Haute-Savoie et 33 dans l'Ain

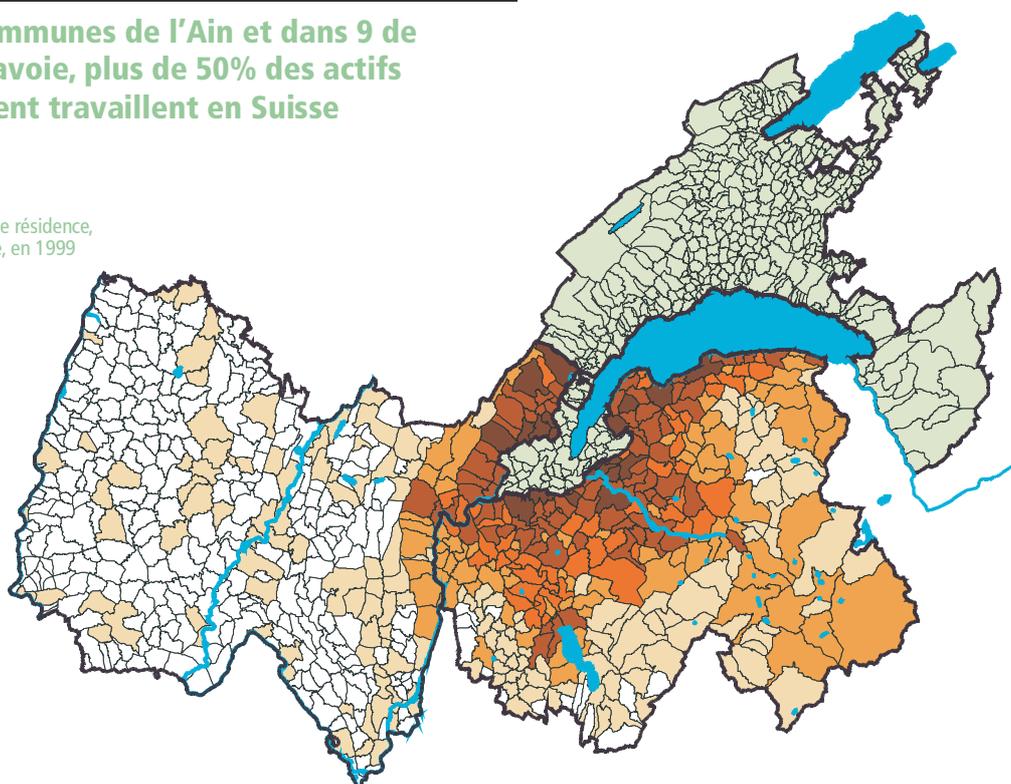
-  1 Point = 100 emplois dans les cantons de Genève et Vaud, en 1998
-  1 Point = 100 emplois dans l'Ain et en Haute-Savoie, en 1999



Dans 16 communes de l'Ain et dans 9 de la Haute-Savoie, plus de 50% des actifs qui y résident travaillent en Suisse

Frontaliers au lieu de résidence, travaillant en Suisse, en 1999

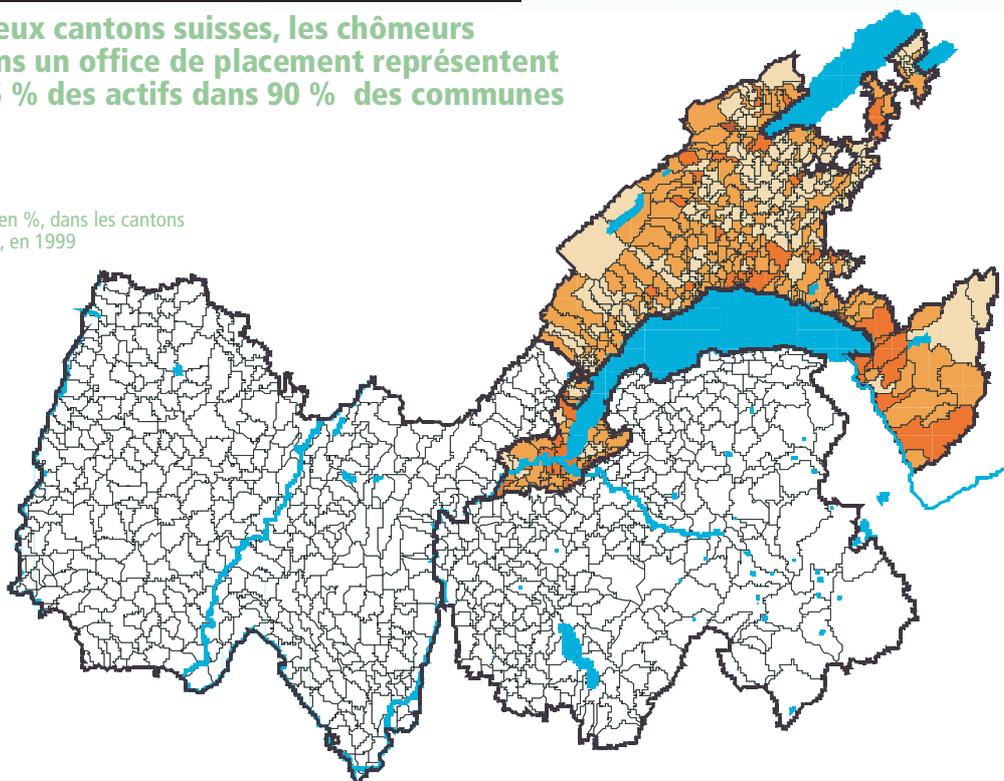
-  700 à 2 850
-  100 à 700
-  50 à 100
-  10 à 50
-  1 à 10
-  0



Dans les deux cantons suisses, les chômeurs inscrits dans un office de placement représentent moins de 5 % des actifs dans 90 % des communes

Taux de chômage, en %, dans les cantons de Genève et Vaud, en 1999

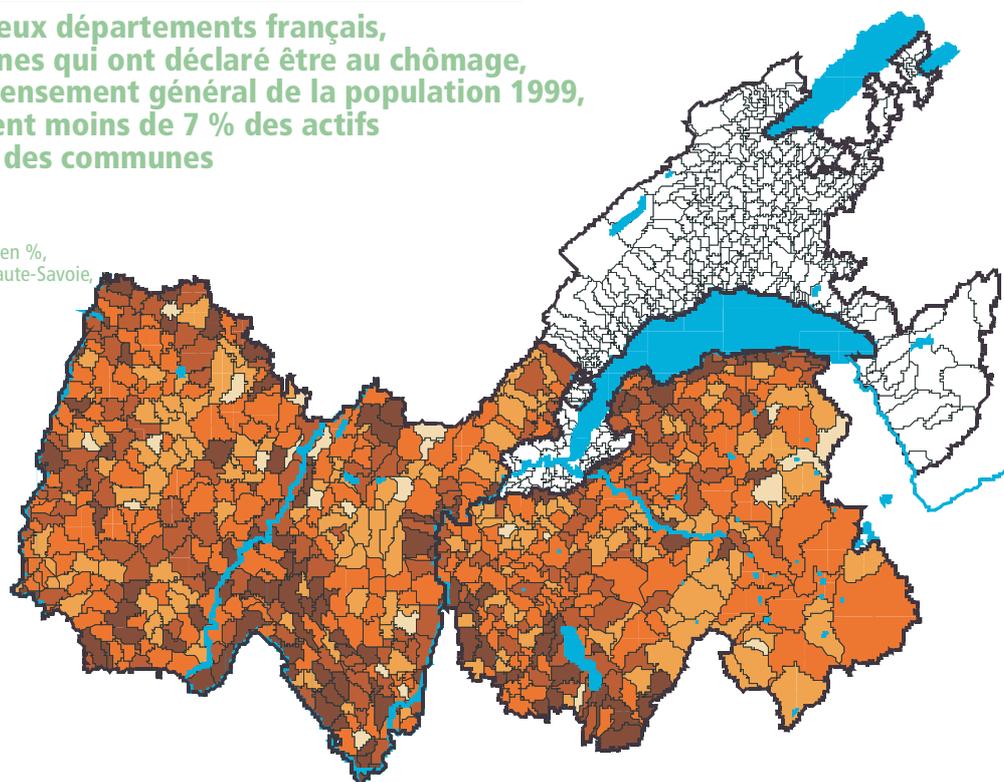
- 9 à 15,4
- 7 à 9
- 5 à 7
- 2,5 à 5
- 0 à 2,5



Dans les deux départements français, les personnes qui ont déclaré être au chômage, lors du recensement général de la population 1999, représentent moins de 7 % des actifs dans 60 % des communes

Taux de chômage, en %, dans l'Ain et en Haute-Savoie, en 1999

- 9 à 25
- 7 à 9
- 5 à 7
- 2,5 à 5
- 0 à 2,5



Canton de Genève

La population résidente active de ce territoire exigu est la plus faible des quatre entités considérées. Par le nombre de ses emplois, le canton de Genève occupe le troisième rang. Plus encore que le canton de Vaud, il attire à lui une main-d'œuvre étrangère importante.

Depuis 1990, 14 000 femmes actives de plus

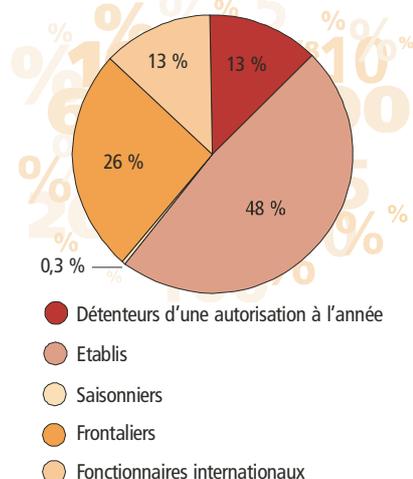
En 2000, la population active résidant dans le canton a été estimée à 217 700 personnes, soit 65 % de la population résidente de quinze ans ou plus. Elle a augmenté de 6 % par rapport à 1990 et, reprise conjoncturelle aidant, elle a bondi de 5 % depuis 1997. L'évolution particulièrement notable concerne les femmes : + 15 % depuis 1990 et + 9 % dans les trois dernières années. Leur taux d'activité s'élève à 57 %, contre encore seulement 51 % en 1990. Simultanément, celui des hommes a baissé sensiblement (78 % en 1990, 74 % en 2000).

Plus de 40 % des emplois occupés par des travailleurs étrangers, frontaliers compris

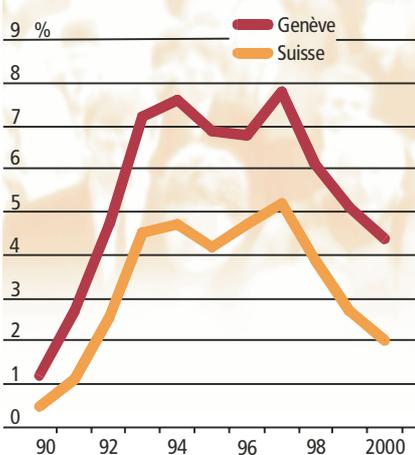
La part des étrangers est encore plus importante à Genève que dans d'autres cantons suisses. A défaut de chiffres récents, comparables aux données du recensement général de la population français, divers dénombrements permettent de connaître leur nombre global, qu'ils soient résidents ou non dans le canton. A fin 1998, les emplois occupés par des étrangers représentaient 39 % des emplois secondaires et tertiaires, contre 23 % pour l'ensemble de la Suisse. Fonctionnaires internationaux compris, cette part atteint 44 %.

Au milieu de l'année 2000, le nombre d'actifs étrangers s'élève à presque 110 000 dans le canton. Les frontaliers représentent environ un quart d'entre eux. Par rapport à 1990, la main-d'œuvre étrangère a diminué de 11 %. Quoiqu'avec des différences sensibles, tous les types de permis ont été touchés par le recul au cours de la dernière décennie. Le regain est récent puisqu'il date de 1999. En 2000, soit en une année, on a enregistré 2 700 étrangers de plus (fonctionnaires internationaux exclus) soit, en termes relatifs, + 3 %.

Actifs étrangers dans le canton de Genève, selon le type de permis, en août 2000



Taux de chômage, en %, à Genève et en Suisse, 1990-2000 (moyennes annuelles)



Ressortissants de l'UE, actifs dans le canton de Genève (hormis fonctionnaires internationaux), à fin 2000

		soit en %
Portugal	14 825	29,7
Italie	10 706	21,5
Espagne	9 129	18,3
France	8 756	17,6
Royaume-Uni	2 241	4,5
Allemagne	1 740	3,5
Belgique	739	1,5
Pays-Bas	542	1,1
Autriche	323	0,6
Suède	291	0,6
Grèce	187	0,4
Irlande	150	0,3
Danemark	109	0,2
Finlande	81	0,2
Luxembourg	41	0,1
Ensemble	49 860	100,0

Leur part dans les actifs étrangers du canton (hormis fonctionnaires internationaux)

79 %

A fin 1998, les emplois du canton s'élevaient à 240 500 pour les activités secondaires et tertiaires (temps plein et temps partiel confondus). Si on ajoute les emplois du primaire soit, selon les derniers chiffres connus, 3 000, le total des emplois du canton peut être évalué à 243 500. Cela représente 6 % des emplois de toute la Suisse.

Ce volume d'emplois a atteint des niveaux nettement plus élevés. Mettons à part le secteur primaire qui, sur la période considérée, occupe environ 3 000 personnes. Pour les secteurs secondaire et tertiaire, les emplois s'élevaient à 259 500 en 1991. L'éclatement de la bulle spéculative, au début des années quatre-vingt-dix, a frappé très fort l'économie genevoise : entre 1991 et 1995, soit en quatre ans, 13 500 emplois ont été perdus dans le canton; entre 1995 et 1998, nouvelle baisse, quoique plus faible : 5 500 emplois de moins. Au total, entre 1991 et 1998, 19 000 emplois ont disparu. Depuis, la conjoncture s'est raffermie et plusieurs indicateurs révèlent un accroissement de l'emploi.

Simultanément à de tels reculs de l'emploi, le nombre des chômeurs s'est multiplié parmi la population résidente, le maximum étant atteint en 1997, avec un peu plus de 16 000 chômeurs, ce qui a porté à 7,8 % le taux de chômage dans le canton. Depuis, c'est la décrue. Avec 4,4 % (en moyenne annuelle), il a retrouvé en 2000 le niveau atteint en 1992. Mais, à la différence du taux de chômage suisse, toujours nettement plus faible, il reste à 4,1 % (moyenne des trois premiers trimestres 2001).

Autre conséquence, autre mesure aussi, de la crise de l'emploi : la chute du nombre des frontaliers (au sens administratif du terme). Le maximum jamais employé dans la dernière décennie est atteint en 1990 (presque 33 000). A partir de là et jusqu'en 1997, il diminue : au total, 5 800 frontaliers de moins. Ce n'est qu'à l'automne 1998, lorsque la reprise économique se confirme, que la tendance s'inverse et, en juin 2001, pas loin de 5 000 des emplois frontaliers ont été "récupérés". Au premier semestre 2002, l'effectif des frontaliers a atteint un niveau jamais connu à ce jour.

Globalement, l'économie genevoise a perdu 19 000 emplois entre 1991 et 1998. Mais, si les pertes l'ont emporté dans d'assez nombreuses branches économiques, on observe aussi des gains dans un certain nombre d'autres. D'un côté, le recul de la construction, du commerce de détail, du commerce de gros, des activités financières (à la suite de restructurations), des transports aériens et de l'hôtellerie-restauration ; de l'autre, les avancées de la santé et des activités sociales pour lesquelles la demande s'accroît, des services gravitant autour des transports (agences de voyage et autres), de la fabrication d'instruments de précision et de l'horlogerie, branches que leur haute valeur ajoutée défend.

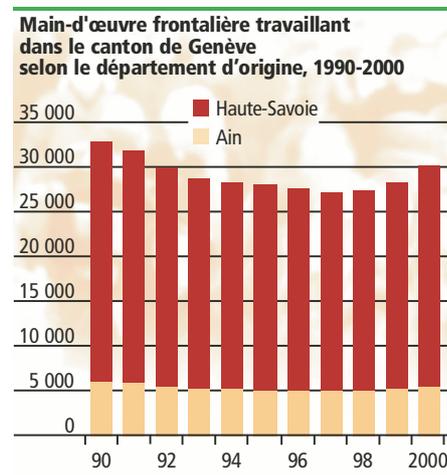
19 000 emplois à la trappe, entre 1991 et 1998

Un taux de chômage élevé

Au sortir de la crise ...

Main-d'œuvre frontalière travaillant dans le canton de Genève, à fin 2000

Total	30 154
dont, en %, résidant dans les départements de	
Ain	18,6
Haute-Savoie	81,4



Canton de Vaud

Depuis 1990,
12 500 femmes actives
de plus

Les travailleurs étrangers,
résidents et frontaliers

Des quatre territoires, c'est celui qui a la plus forte population résidente active et le plus grand nombre d'emplois. Lui aussi occupe une main-d'œuvre étrangère relativement importante. Comme dans le canton de Genève, la dernière décennie a fortement perturbé l'équilibre de son marché du travail.

En 2000, la population résidente active du canton a été estimée à 324 600 personnes, soit presque les deux tiers (64 %) de la population résidente en âge de travailler. Comme dans le canton de Genève, encore que dans une plus faible mesure, et malgré le recul observé dans les dernières années, les femmes ont progressé sensiblement dans la population résidente active depuis 1990 (+ 10 %). En 2000, elles en représentent 44 %, contre 41 % dix ans auparavant. Leur taux d'activité atteint 54 % (50 % en 1990), tandis que celui des hommes a baissé (75 % en 2000, contre 78 % en 1990).

Leur rôle dans l'économie est plus grand qu'en Suisse, plus faible qu'à Genève. A fin 1998, qu'ils soient résidents ou frontaliers, ils occupent 29 % de l'ensemble des emplois secondaires ou tertiaires du canton. Si l'on tenait compte du secteur primaire, qui occupe une place plus importante dans l'économie vaudoise (près de 20 000 emplois, selon les derniers chiffres connus, soit 7 % de tous les emplois du canton) que dans l'économie genevoise, cette proportion serait encore renforcée.

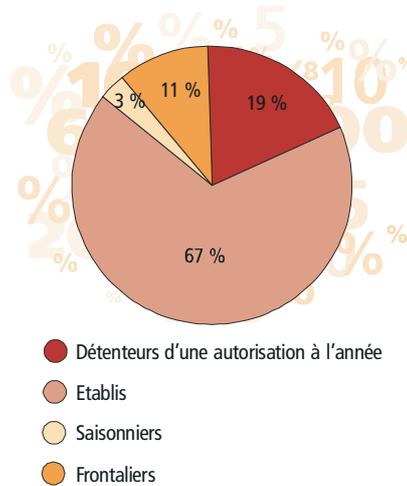
A fin août 2000, les actifs étrangers s'élèvent à 88 000 dans le canton. Les frontaliers ne représentent que 11 % d'entre eux (un quart dans le canton de Genève). Par rapport à 1990, le nombre de tous les actifs étrangers a sensiblement diminué : presque 11 000 de moins, soit - 11 % en termes relatifs. Les difficultés économiques en sont une cause importante, le fort accroissement des naturalisations aussi. Comme dans le canton de Genève, l'inversion de la tendance à la baisse est un phénomène récent puisqu'on ne l'observe qu'en 1999. En 2000, on compte 3 000 actifs étrangers de plus, soit une augmentation annuelle de 4 %.

Ressortissants de l'UE, actifs dans le canton de Vaud à fin 2000

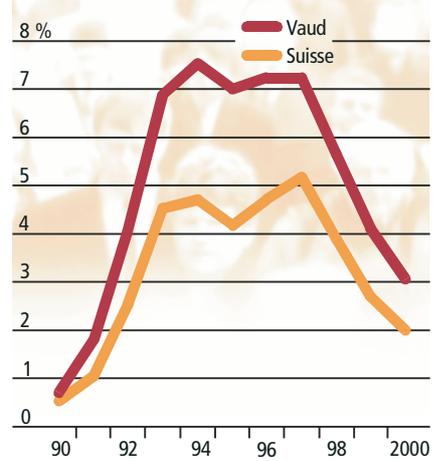
		soit en %
Portugal	17 064	27,6
Italie	16 888	27,3
France	11 454	18,5
Espagne	8 695	14,1
Royaume-Uni	2 228	3,6
Allemagne	2 111	3,4
Belgique	1 269	2,1
Pays-Bas	680	1,1
Suède	385	0,6
Autriche	354	0,6
Grèce	225	0,4
Irlande	167	0,3
Danemark	121	0,2
Finlande	78	0,1
Luxembourg	48	0,1
Ensemble	61 767	100,0

Leur part dans les actifs étrangers du canton (hormis fonctionnaires internationaux) 77% ///

Actifs étrangers dans le canton de Vaud selon le type de permis, en août 2000



Taux de chômage, en %, dans le canton de Vaud et en Suisse, 1990-2000 (moyennes annuelles)



A fin 1998, les emplois du canton s'élevaient à 268 000 pour les activités secondaires et tertiaires (à temps plein et à temps partiel). Si l'on ajoute les emplois du secteur primaire recensés en 2000, soit 19 700, le total des emplois du canton peut être estimé à 287 700. Ils représentent 8 % des emplois de toute la Suisse.

Ce volume d'emplois a été bien supérieur dans les années précédentes. En 1991, les activités secondaires et tertiaires représentaient 296 500 emplois et, en 1995, encore 277 800. Autrement dit, le canton perd 18 700 emplois entre 1991 et 1995 et encore presque 10 000 entre 1995 et 1998 soit, au total, plus de 28 000. Et depuis ? Comme dans la plupart des cantons suisses, la conjoncture s'est stabilisée et l'activité est répartie, entraînant dans son sillage le marché de l'emploi.

Dans le canton de Vaud, comme à Genève et dans toute la Suisse, la décennie quatre-vingt-dix a été marquée par le chômage. Dès la fin 1991, avec le retournement conjoncturel brutal, le taux de chômage franchit les 2 %, se rapproche rapidement des 7 %. Au plus fort de la crise, en 1994, on dénombre presque 24 000 chômeurs. Le taux de chômage se maintient au-dessus des 7 % pendant plusieurs années, avant de commencer à baisser à partir de 1998, plus fortement qu'à Genève, moins que pour l'ensemble de la Suisse. En 2001, il atteint 2,7 % (moyenne des trois premiers trimestres).

Autre indicateur du marché de l'emploi pour la dernière décennie : la main-d'œuvre frontalière (au sens administratif). Dès 1991, son effectif diminue. Entre 1990 et 1997, on en compte un tiers de moins. Cette tendance à la baisse s'inverse à partir de 1998 et, depuis, le nombre des frontaliers s'accroît sensiblement (+ 3 % en 1999, + 9 % en 2000).

Si, globalement, l'économie vaudoise a perdu un très grand nombre d'emplois, on observe une évolution tout à fait positive dans certaines branches d'activité. Parmi celles qui ont payé un lourd tribut à la récession économique : la construction, le commerce de gros et de détail, les banques et institutions financières ; plus spécifiquement vaudoise, la perte de vitesse dans la fabrication de machines-équipements et l'industrie alimentaire. Parmi les branches qui ont le vent en poupe : la santé et les activités sociales, les activités informatiques, les services gravitant autour des transports (agences de voyages, etc.).

**En sept ans,
une perte sèche
de 28 000 emplois**

**Un taux
de chômage
plus faible
qu'à Genève**

**Des branches
d'activités
en progression**

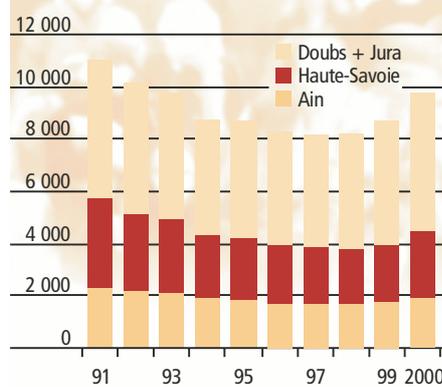
Main-d'œuvre-frontalière en provenance de l'Ain, occupée dans le canton de Vaud, à fin 2000

Ensemble	1 954
dont part en % occupée dans le district de	
Nyon	67,1
Lausanne	17,8
Morges	9,4
Rolle	3,5
Aubonne	1,9
soit en tout	99,7

Main-d'œuvre frontalière en provenance de Haute-Savoie, occupée dans le canton de Vaud, à fin 2000

Ensemble	2 546
dont part en % occupée dans le district de	
Lausanne	48,8
Nyon	14,3
Morges	11,2
Aigle	11,1
Vevey	10,1
Lavaux	1,5
Rolle	1,3
Aubonne	0,9
soit en tout	99,1

Main-d'œuvre frontalière travaillant dans le canton de Vaud selon le département d'origine, 1991-2000



Questionnement

Accord sur la libre circulation des personnes

Ce principe essentiel de l'Union européenne est appliqué, dans le cadre des Accords bilatéraux, par le biais d'une réglementation nouvelle sur l'accès réciproque aux marchés du travail suisse et européen. (Voir aussi Fiche Démographie et mouvements de population).

Au terme d'étapes bien définies, réparties sur douze ans, la libre circulation sera assurée à toute personne pouvant justifier d'une activité. Pour en arriver là, des changements considérables, bien que progressifs, sont prévus dans les différents statuts existant pour les travailleurs en Suisse : application du traitement national, conversion des permis à l'année en permis de longue durée, disparition du statut de saisonnier, nouvelles réglementations pour les frontaliers, libre accès aux professions libérales, libéralisation partielle pour les prestations de service, etc.

Avec ces perspectives d'ouverture, le caractère attractif du marché du travail suisse amène à envisager des évolutions de part et d'autre de la frontière, consécutives à un mouvement de travailleurs en provenance de France et des autres pays de l'Union européenne. Si, parmi les effets qui pourraient en découler, certains peuvent être jugés favorables, d'autres apparaissent indésirables. Font partie de ces derniers le risque d'une sous-enchère salariale, côté suisse, et celui d'un assèchement drastique du marché du travail, côté français.

Légende des signes :

/// aucune donnée ne peut correspondre à la définition
... données inconnues

Sources statistiques :

- Suisse : Statistique fédérale de la population active; statistique fédérale du marché du travail; recensement fédéral des entreprises; recensement fédéral de l'agriculture; Registre central des étrangers
- France : Recensements de la population, estimations d'emploi; statistique du chômage, ANPE

Définitions

Dans le domaine de l'emploi, des définitions peuvent varier de part et d'autre de la frontière. Elles nécessitent des précautions dans l'appréciation des chiffres relatifs aux territoires français et suisse; dans quelques cas, elles rendent toute comparaison directe impossible.

Dans la **population active**, quelques nuances de part et d'autre de la frontière : la définition suisse inclut les actifs occupés (eux-mêmes définis plus largement qu'en France dans la mesure où, par exemple, sont prises en considération les personnes qui travaillent au minimum une heure contre rémunération au cours de la semaine considérée) et les personnes à la recherche d'un emploi; la définition française prend en considération toutes les personnes ayant un emploi, les chômeurs et les militaires du contingent.

Les chiffres suisses nécessaires n'étant pas tous disponibles, les emplois et non les personnes employées (comme c'est le cas dans le recensement français, par exemple) sont utilisés ici. Une personne peut occuper plus d'un emploi.

D'un pays à l'autre, les différences de définition peuvent être particulièrement marquées en ce qui concerne les **chômeurs** et le **taux de chômage**, selon que l'on applique la **définition BIT** ou non.

- en Suisse, dans les statistiques courantes, la définition du BIT n'est pas prise en considération; les chômeurs sont des personnes inscrites auprès d'un office cantonal de travail, qui n'exercent pas d'activité rémunérée supérieure à six heures par semaine et sont immédiatement disponibles pour un placement; cette statistique, d'origine administrative, est réalisée à l'échelon fédéral comme à l'échelon des cantons ou des communes;
- cette définition suisse est proche d'une partie des demandeurs d'emploi dénombrés en France par l'ANPE (catégories 1 ou 2, soit "à la recherche d'un emploi de durée indéterminée à temps partiel" et catégorie 3, soit "à la recherche d'un emploi de durée déterminée, temporaire ou saisonnier, y compris de très courte durée");
- la définition du BIT (ne pas avoir travaillé même pendant une heure, rechercher activement un emploi, être disponible pour travailler) est appliquée, en Suisse, dans l'enquête sur la population active (ESPA), réalisée chaque année par l'Office fédéral de la statistique; dans la mesure où cette enquête est "régionalisée", on dispose de résultats plus fins, mais à l'échelon du canton seulement; c'est le cas en 1991, 1995, 1997, 2000.
- en France, les statistiques courantes reposent sur la définition du BIT, mais leurs résultats ne sont disponibles que jusqu'à l'échelon du département; en revanche, dans le **recensement de la population**, sont considérées comme chômeurs les personnes qui se déclarent comme tels lors du relevé, qu'elles soient inscrites ou non à l'ANPE; par rapport à celui des statistiques courantes, le niveau des chômeurs selon le recensement est donc surestimé, mais les valeurs relatives que l'on obtient autorisent des comparaisons entre communes.

Canton et pseudo-canton : Il n'est pas toujours possible d'obtenir des résultats statistiques pour des cantons comportant des fractions de commune, notamment lorsqu'il s'agit de séries historiques. Dans ce cas, l'INSEE définit des pseudo-cantons, ensemble de communes entières aussi proche que possible des cantons.